

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 25/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLIERE

5 RUE SAINT-PREUIL

—

16130 St Preuil

Références : 2026 448 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0100032457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2025 dans l'établissement SOLIERE implanté la Cruzelle – 16130 ST PREUIL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLIERE
- la Cruzelle – 16130 ST PREUIL
- Code AIOT : 0100032457
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement a fait l'objet d'une déclaration ICPE en octobre 2023 pour la création de deux chais de moins de 300 m² dont la QSP totale sera inférieure à 500 m³.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistance des installations	Code de l'environnement du 14/04/2025, article R.511-9	Demande d'actions correctives	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'occasion d'un passage à proximité des installations, un contrôle visuel rapide a été réalisé et il a été relevé la présence de la réserve incendie de 120 m³.

Il est également demandé à l'exploitant de justifier du fait de la mise en service de ses deux chais, qu'il ne dépasse pas une QSP cumulée de 500 m³.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/04/2025, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée :
<p>R.511-9 du CE: La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Libellé de la rubrique 4755 et consistance: Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³ - A b) Supérieure ou égale à 50 m³ – DC</p> <p>Demande faite à l'exploitant après le contrôle inopiné d'avril 2025 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none">- justifier que les installations ont été dimensionnées pour ne pas accueillir plus de 249,5 m³ d'alcools dans chaque chai ;- transmettre à l'inspection, un plan des stockages intérieurs du chai tels que projetés pour justifier du non-dépassement de la QSP de 249,5 m³ par chai ;- justifier de la conformité des deux chais par rapport à l'arrêté préfectoral de prescriptions générales du 18/06/2008 modifié pour les installations soumises au régime DC sous la rubrique 4755.
Constats :
<p>En réponse à la demande sus-citée, l'exploitant avait alors indiqué, dans son courrier du 9 mai 2025, que la QSP cumulée pour les deux chais ne dépasseraient pas les 500 m³ et s'établirait comme suit dès a mise en exploitation des chais :</p> <p>À l'intérieur de chaque chai, l'aménagement prévu est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">• 561 futs de 4 hectolitres disposés sur 4 hauteurs soit un total sous bois de 2244 hectolitres soit 224,40 m³ .• Une cuve inox de 250 hectolitres soit 25 m³ utilisée en tant que cuve tampon pour le travail des eaux-de-vie contenues dans les fûts.• AU TOTAL : 224,40 + 25 = 249,40 m³

Lors d'un passage à proximité du site le 20 mars 2026, il a été constaté que le chantier de construction était finalisé et que les chais avaient été mis en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de : - justifier que la configuration (en termes de contenants) des stockages d'alcools dans les deux chais est bien conforme aux dispositions déclarées ; - transmettre l'état des stocks pour ces deux chais démontrant que la QSP cumulée est inférieure à 500 m ³ ; - justifier que l'exploitation des deux chais répond à l'ensemble des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 4755 (ex rubrique 2255).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2
Thème(s) : conformité
Prescription contrôlée : Elles sont protégées par un point d'eau public ou privé permettant de disposer d'au moins 120 m ³ en 2 heures.
Constats : La visite des installations a permis de relever la présence d'une bâche souple d'une capacité de 120 m ³ associée à une prise pompiers. La zone est facilement accessible par les pompiers. L'emplacement de la réserve incendie constatée est conforme aux indications de la déclaration ICPE faite en 2023 par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suites